

Principales problématiques signalées par les familles

Problématiques Procédurales et Administratives



Difficulté de compréhension des procédures et instructions

Documentation complexe et peu accessible pour constituer le dossier

Les formulaires contiennent des termes techniques incompréhensibles pour les non-initiés.

L'absence de guide pratique illustré rend difficile la collecte des justificatifs adéquats.

Les familles signalent un manque d'accompagnement personnalisé dans ce processus administratif.



Délai trop court pour les nouvelles familles

Arrivées à la rentrée avec échéance au 19 septembre pour déposer un dossier complet

Les familles arrivant de France n'ont pas anticipé ces démarches, n'étant pas concernées par le système public.

La période de rentrée est déjà chargée en formalités administratives liées à l'installation.

Ce calendrier serré empêche la constitution d'un dossier solide et documenté correctement repoussant la demande en CCB2.



Auto-censure des familles

Abandon face à la complexité, l'intrusivité du dossier ou l'incertitude du résultat

Le caractère intrusif des informations à fournir dissuade de nombreuses familles de postuler.

L'impossibilité d'anticiper le montant de l'aide décourage celles qui ne peuvent avancer les frais.

On observe une baisse inquiétante du nombre de demandes malgré des besoins réels non satisfaits.

Principales problématiques signalées par les familles

Problématiques d'Équité et de Discrimination



Accès discriminant pour la classe moyenne

Difficulté d'accès aux bourses pour les familles d'employés moyens

Des familles à revenus moyens mais insuffisants pour couvrir les frais scolaires se trouvent exclues.

Pour ces familles, l'école française est un impératif pour réintégrer ultérieurement le système français.

Le système actuel crée une polarisation entre familles très aisées et celles très modestes, excluant la classe moyenne.



Différence injustifiée entre location et crédit immobilier

Traitement inéquitable entre locataires et propriétaires avec emprunt

À sortie mensuelle identique (1000€), les propriétaires remboursant un crédit sont pénalisés par rapport aux locataires.

Cette distinction ignore la réalité budgétaire des familles où ces charges ont un impact similaire.

Le patrimoine immobilier devient un facteur discriminant malgré une situation financière mensuelle comparable.



Situations familiales complexes mal prises en compte

Familles recomposées et en séparation confrontées à des calculs inadaptés

Dans les familles recomposées, le nouveau conjoint n'assume pas automatiquement les frais scolaires des enfants de sa compagne.

Les parents en cours de séparation sont considérés comme biactifs, alors que les pensions sont souvent inexistantes avant le jugement.

Les procédures de divorce en Italie sont particulièrement longues, prolongeant cette situation inéquitable.



Considération morale péjorative des enfants boursiers

Familles borsistes perçues comme "de série B" dans l'établissement

Des commentaires stigmatisants sont rapportés, parfois même de la part d'enseignants.

Ce phénomène révèle une méconnaissance: l'établissement reçoit les mêmes frais pour tous les élèves.

Cette perception erronée crée une discrimination sociale supplémentaire pour les enfants boursiers.